FRANCE EUROPE AFRIQUE AMÉRIQUES ASIE-PACIFIQUE MOYEN-ORIENT

A LA UNE L'INFO EN CONTINU

3 min

Visé par des sanctions américaines, le juge français de la CPI dénonce des atteintes à l'Etat de droit Paris (AFP) – Visé depuis août par des sanctions américaines, le juge français de la

Cour pénale internationale (CPI) Nicolas Guillou a témoigné vendredi des difficultés auxquelles il était confronté dans sa vie quotidienne et appelé les magistrats à "tenir" face aux atteintes que ces sanctions faisaient peser sur l'Etat de droit. Publié le : 10/10/2025 - 18:33 Modifié le : 10/10/2025 - 18:31



magistrates, ont annoncé le 21 août de nouvelles sanctions visant cette fois-ci Nicolas Guillou qui est impliqué dans le dossier du mandat d'arrêt visant le Premier ministre

israélien Benjamin Netanyahu, ainsi qu'une juge canadienne et deux procureurs adjoints.

"Il y a aujourd'hui à peu près 15.000 personnes physiques et morales qui sont sous sanctions aux États-Unis mais aussi en Europe. Et ce sont principalement des membres d'Al-Qaïda, de Daesh, de groupes mafieux, des dirigeants de régimes dictatoriaux. Et désormais, avec eux, neuf magistrats de la CPI", a déclaré en introduction Nicolas Guillou, lors du congrès annuel de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), qui se tenait à Paris.

"Ces sanctions, et c'est le cœur de leur mécanisme, elles interdisent à toute personne

physique ou morale américaine, y compris leurs filiales à l'étranger, de fournir des

services à une personne sous sanctions, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit", a-til expliqué, soulignant qu'en pratique, elles touchaient "l'ensemble de votre vie quotidienne". Ainsi, les comptes auprès d'"entreprises américaines sont fermées", comme "Airbnb, Amazon, Paypal" notamment, et les colis distribués par une enseigne américaine bloqués.

Mais des banques non américaines ferment aussi des comptes, "y compris dans la zone

par les établissements bancaires en Europe étant "soit Visa, soit Mastercard, qui sont des entreprises américaines", a-t-il poursuivi. Ces sanctions peuvent par ailleurs s'appliquer aux proches des personnes visées. "Si

poursuites pénales et encourent 20 ans de prison aux États-Unis" si elles "fournissent un

vous avez une personne de votre famille, que ce soit conjoint ou enfant, qui a la

service à une personne sous sanction", a indiqué M. Guillou.

nationalité américaine, ce qui est mon cas personnel", celles-ci "sont passibles de

"Les paiements sont la plupart du temps supprimés", la quasi totalité des cartes délivrées

"En première ligne " "En pratique, le pouvoir exécutif américain peut exclure n'importe quel citoyen européen du système bancaire et de l'espace numérique de son propre pays", a-t-il dit, estimant que cela était "révélateur du déficit de souveraineté de l'Europe".

Or, selon ce dernier, "les juges de la CPI ne seront probablement pas les seuls magistrats

à être sanctionnés". Il a rappelé que le juge brésilien Alexandre de Moraes, chargé du

procès de l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro, était lui aussi ciblé par des sanctions américaines.

L'ESSENTIEL DU 28 OCTOBRE

mêmes défis".

euro".

"Il y a une infinité de contentieux pour lesquels des décisions que nous serions amenés à prendre seraient susceptibles de déplaire à un pouvoir en place", a-t-il observé, appelant les magistrats, souvent "dernier rempart de l'État de droit", à "tenir" en s'"appuyant" sur leurs "principes": "indépendance", "impartialité", "collégialité", "rigueur juridique".

"Dans un monde régi par la force, ce sont aux militaires de résister. Dans un monde régi

par le droit, ce sont les magistrats qui sont en première ligne et c'est bien pour cela que

nous sommes attaqués", a-t-il estimé, appelant à se "rapprocher" des magistrats et des

avocats "en Europe et dans le monde, car ils sont confrontés ou ils seront confrontés aux

Le juge a aussi appelé "à faire évoluer le droit pour empêcher les acteurs économiques d'amplifier les menaces de certains pays contre la justice", en développant "des outils pour limiter l'extraterritorialité des sanctions étrangères". © 2025 AFP

Genèse d'une rumeur transphobe sur Brigitte Macron devenue virale **FRANCE** Côte d'Ivoire : un quatrième mandat se dessine pour l'économiste-président Alassane

Au Brésil, l'ex-président Jair Bolsonaro fait appel de sa condamnation à 27 ans de prison

En visite à Tokyo, Trump conquis par la nouvelle Première ministre Takaichi

En Jamaïque, trois morts à l'approche du puissant ouragan Melissa

AMÉRIQUES

AMÉRIQUES

Ouattara

AFRIQUE

AMÉRIQUES

PUBLICITÉ

Elu, enseignant, publicitaire...

LES PLUS LUS

dix prévenus jugés à Paris po... **FRANCE**

Plusieurs morts lors de

AFRIQUE

manifestations au Cameroun,...

Chantier de la Maison Blanche: Donald Trump fait disparaître...

AMÉRIQUES

Hommes, femmes, militaires,

paysans, Français, Africains :...

Présidentielle en Côte d'Ivoire :

récit d'une journée de vote...

AFRIQUE

Cambriolage au Louvre : deux

personnes interpellées et...

RÉCIT

FRANCE

REPORTAGE

LES SITES FRANCE MÉDIAS MONDE Apprendre le RFI français

RFI Instrumental

InfoMigrants

ZOA

FRANCE

Académie

Monde

France Médias

MCD

ENTR

CFI

États-Unis **Donald Trump** Justice

RÉCIT

DANS L'ACTUALITÉ

Pour aller plus loin

Afrique

À L'INTERNATIONAL

Côte d'Ivoire

À la une

Etats-Unis Sénégal

Direct TV

Menu

Algérie Belgique Congo Canada Maroc

En continu

À PROPOS DE FRANCE 24

Qui sommes- Charte de

déontologie

Contacter

France 24

Espace

Presse

Vente de

contenus

nous?

Nous

bug

rejoindre

Publicité

Signaler un

Replays

